



---

## DOSSIER

### Memorias, representaciones y guerras civiles: los ejemplos finlandés, griego y argentino

#### *Civil War Memories and Representations: The Finnish, Greek and Argentinian Examples*

---

### LES REPRESENTATIONS MEMORIELLES DE LA GUERRE CIVILE GRECQUE DANS LE DISCOURS DES VAINQUEURS ET DES VAINCUS

Christina Alexopoulos

INALCO

[alexopoulos\\_8@hotmail.com](mailto:alexopoulos_8@hotmail.com)

### LAS REPRESENTACIONES MEMORIALES DE LA GUERRA CIVIL GRIEGA EN EL DISCURSO DE LOS VENCEDORES Y DE LOS VENCIDOS

#### *MEMORY REPRESENTATIONS OF THE GREEK CIVIL WAR IN THE DISCOURSES OF ITS WINNERS AND LOSERS*

Recibido: 30/10/2014. Aceptado: 17/12/2014

---

#### Cómo citar este artículo/Citation:

Alexopoulos, Christina (2015). Les représentations mémorielles de la guerre civile grecque dans le discours des vainqueurs et des vaincus, *Hispania Nova*, 13, págs. 266-280, en <http://www.uc3m.es/hispanianova>

**Copyright:** © HISPANIA NOVA es una revista debidamente registrada, con ISSN 1138-7319 y Depósito Legal M 9472-1998. Los textos publicados en esta revista están –si no se indica lo contrario– bajo una licencia [Reconocimiento-Sin obras derivadas 3.0 España](http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es) de Creative Commons. Puede copiarlos, distribuirlos y comunicarlos públicamente siempre que cite su autor y la revista y la institución que los publica y no haga con ellos obras derivadas. La licencia completa se puede consultar en: <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es>

---

**Resumen:** Las representaciones de la guerra civil griega en el discurso de los vencedores y de los vencidos del conflicto plantean las modalidades de reconstrucción de una imagen del pasado de división al interior de las comunidades de memoria, así que la relación especular entre ambas realidades discursivas y los límites de los fenómenos de simetría, relacionándolos respectivamente con la sincronía enunciativa y la diacronía evolutiva de los sistemas de referencia estudiados.

**Abstract:** The representations of the Greek Civil War in the discourses of the conflict's winners and losers interrogate the reconstruction of a past that divides not only the specular relationship of two opposed discursive realities within the principal communities of memory, but also the limits of these symmetrical phenomena, in relationship with the synchrony of enunciation and the diachrony of the evolution of the systems of reference being studied.

**Palabras clave:** Guerra civil, memoria, representaciones sociales, discurso.

**Keywords:** Civil war, memory, social representations, discourse.

## **1. INTRODUCTION**

Travailler sur les représentations mémorielles d'une guerre civile en prenant appui sur le discours des camps qui s'y opposèrent implique une réflexion pluridisciplinaire allant de l'histoire socioculturelle à la pragmatique en passant par la psychologie sociale et la psychanalyse. Les liens entre la réalité factuelle et ses interprétations interrogent de fait différentes disciplines et renvoient à toute la complexité des rapports entre le collectif et l'individuel d'un côté, les phénomènes donnés à la conscience et leurs mécanismes sous-jacents, de l'autre. La formation de l'image de soi et de l'autre, tout comme l'édification d'une mémoire politique et sociale du passé résultent d'un mouvement double, qui va du factuel à l'interprétatif et vice versa, de telle manière que toute réalité historique devienne l'objet de reconstructions sociales et individuelles nanties d'un imaginaire qui leur est propre et que toute la fantasmagorie d'un événement conditionne la perception et la transmission de diverses facettes de sa réalité. Les représentations mémorielles sont des constructions sociales avec une résonance fantasmagorique groupale et un ancrage inconscient individuel, qui évoluent dans le temps et qui entretiennent une relation causale et consécutive avec les réalités discursives qui les encadrent puisqu'elles sont conditionnées par elles tout en étant susceptibles à leur tour d'en déterminer les contours.

Le paradigme de la guerre civile grecque, conflit qui se déroula de 1946 à 1949 et qui opposa les forces communistes grecques issues de la résistance menée par le Front de Libération Nationale, l'EAM, aux forces nationalistes, aidées par leurs alliés, britanniques d'abord et américains par la suite, permet d'étudier les différentes versions de la mémoire d'une guerre civile dans leur articulation aux discours hégémoniques mais aussi à l'expression minoritaire de chaque camp. Les discours des acteurs de la guerre civile grecque, chaînes signifiantes successives, impliquant un certain rapport à l'altérité, se constituent en objets sociaux aux prises avec les enjeux endo-psychiques et inter-psychiques des sujets, s'adressant à la fois à soi et à l'autre, mobilisant un acte énonciatif ancré dans l'ici et maintenant de la narration tout en se référant à un ailleurs spatiotemporel, reflétant enfin la polyphonie interne d'une pluralité de mémoires divisées.

Si la guerre civile constitue une référence incontournable dans la compréhension des clivages politiques et identitaires de la société grecque, sa mémoire fit pendant longtemps l'objet d'une interdiction de parole. Point de repère tacite, resté opérationnel au moins jusqu'à la chute de la dictature des colonels en 1974, voire même jusqu'à la montée des socialistes au pouvoir en 1981, la guerre civile grecque, longtemps reléguée au rang de sujet tabou, fait depuis une trentaine d'années l'objet de nombreuses études historiographiques et reste d'une actualité saisissante en continuant à susciter de vives polémiques.

Pendant toute une période, allant de la fin du conflit jusqu'à la démocratisation du pays à la fin des années 70, la mémoire de la guerre civile reste clivée, sans communication possible entre les représentations des vainqueurs et celles des vaincus, fragmentaire et morcelée derrière la massivité défensive des discours de chaque camp, en grande partie condamnée à l'impossibilité d'un travail d'élaboration du passé traumatique, à des vastes mouvements de projection sur l'autre de sa propre destructivité et au déni du conflit, en tant que « guerre civile » ayant opposé deux parties de la nation. Dès lors, se pose la question de la reconstruction d'une série de mémoires, face à une injonction de silence ou une impossibilité de traitement signifiant du passé. En nous appuyant sur un corpus multiple,

incluant des discours politiques, des articles de la presse, des manuels scolaires et des récits testimoniaux, sur une période allant de la fin du conflit à la dictature militaire, nous essaierons d'examiner les discours mémoriels des vainqueurs et des vaincus, à l'aune de leur spécularité, entre socle représentationnel commun, tentatives de différenciation et limites de la symétrie des propos tenus. Il s'agira d'abord d'interroger cette distinction entre vainqueurs et vaincus pour mieux en délimiter le contenu, puis d'identifier, dans les constructions discursives des deux bords, des formes interprétatives communes, repérés dans leur symétrie, comme autant de mirages d'une analyse synchrone, pour enfin remonter aux différences des deux narrations et à leur dissymétrie structurelle, liées à l'engagement social et politique des acteurs et aux mouvements identificatoires amorcés dans l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, de l'Occupation et de la Résistance, et repris dans la mémoire ultérieure des années 40.

## **2. PAROLES DES VAINQUEURS, PAROLES DES VAINCUS : LA CONSTRUCTION DES DEUX PARADIGMES**

### **NARRATIFS**

Peut-on vraiment opposer les narrations des vainqueurs à celles des vaincus dans la reconstruction mémorielle du passé ? Face à la complexité du social qui répartit les rôles des sujets sociaux de manière sans doute bien moins tranchée que ne le laissent supposer des lignes de démarcation bien délimitées entre deux pôles idéologiques et militaires, le choix d'opposer les versions des vainqueurs à celles des vaincus n'implique en aucun cas l'homogénéité sociale, politique, économique ou culturelle de chaque ensemble étudié. Au sein de chaque groupe, différents ensembles coexistent. La stratification sociale (existence, au sein d'un même camp, de personnes de différentes classes sociales, de diverses professions, disposant d'un capital économique et culturel distinct), le parcours personnel (vécu direct ou transmission narrative de l'expérience de la guerre civile, engagement antérieur, histoire familiale, assomption des rôles sociaux attribués à son âge et à son sexe), l'appartenance à différentes communautés (ethniques, religieuses, culturelles), ou sous-groupes (organisations de résistance ou de collaboration) rendent illusoire toute tentative d'homogénéisation des groupes étudiés tout en offrant un panorama des différents paramètres dans la construction de l'identité des acteurs, tant au niveau des données sociales, politiques, culturelles ou économiques qui déterminent leurs diverses appartenances, qu'au niveau du sens que comporte l'identification à l'un des deux camps, en termes de choix subjectif devant deux alternatives idéologiques, deux visions et réalités du monde.

Dans un contexte de radicalisation grandissante, la politique du gouvernement et la stratégie du Parti Communiste Grec, toutes deux orientées vers la construction d'identités exclusives, laissent peu de marge à des positions intermédiaires.

La «fabrique des repentis» par les mécanismes de rééducation nationale, les déplacements forcés de populations suspectées d'aider les rebelles par l'armée gouvernementale ou encore l'enrôlement souvent forcé de jeunes recrues du côté communiste, montrent que le choix d'un engagement modéré ou d'une attitude de neutralité reste difficile à tenir. A terme, c'est la possibilité même de penser qui semble atteinte, l'état de guerre favorisant une régression à des processus primaires, par un agir destructeur qui vient se substituer à tout travail de liaison.

La répression policière, la restriction des libertés individuelles, l'usage de la violence tant par les forces de l'ordre que par les milices d'extrême-droite ou au contraire par les rebelles,

l'emprisonnement et la déportation des opposants au gouvernement, les pratiques de torture et les exécutions sommaires, la mise en place de tribunaux d'exception qui prononcent massivement des condamnations à mort pour les opposants politiques, participent d'un climat de polarisation extrême qui rend difficile toute tentative de différenciation interne au groupe et qui confine la société civile dans des catégorisations de plus en plus étanches.

Même si tous ceux qui vivent la guerre civile et ses conséquences ne se définissent pas comme (pro)nationalistes ou (pro)communistes, même si un continuum peut exister entre les différentes positions dans le parcours des acteurs, tout le monde finit par être assimilé à la fin du conflit, au moins dans ses relations avec l'État, au camp des vainqueurs, regroupant les « citoyens de pensée nationale » dits *ethnikofrones* ou au contraire au camp des vaincus, assimilés par le discours gouvernemental à un « péril pour la nation », stigmatisés et exclus du paysage politique, à l'aide de pratiques politiques et d'une législation ad hoc<sup>1</sup>. Et cette répartition, étayée par l'existence de déclarations de repentir, de certificats de loyauté, nécessaires pour accéder à grand nombre de professions, de fiches de police détaillant le parcours et l'histoire familiale de tout un chacun, et plus globalement d'un cadre juridique extrêmement répressif continue à opérer jusqu'à la chute des colonels en 1974.

En réalité, en Grèce comme dans le reste de l'Europe occidentale, la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a pas marqué le début de grandes purges dans l'administration, l'armée ou la police. Si en Belgique, en France ou en Hollande, à partir de 1947 un terme est mis aux poursuites des collaborateurs<sup>2</sup>, en Allemagne de l'Ouest<sup>3</sup> des officiers nazis sont rapidement réintégrés par les Américains dans la lutte anticommuniste. En Italie<sup>4</sup> et en Grèce<sup>5</sup>, l'État montre un haut degré de continuité dans ses structures entre les deux périodes, les pratiques d'épuration visant les collaborateurs et les miliciens d'extrême-droite restent extrêmement limitées. Le combat contre le

<sup>1</sup> Cf. N. ALIVIZATOS, « État d'urgence et libertés politiques », in J. IATRIDES (éd.) *Une nation en crise* [en grec], 1984, p. 392-393 et N. ALIVIZATOS, *Les institutions politiques de la Grèce à travers les crises, 1922-1974*, LGDJ, Paris, 1970 et G. KAMINIS, *La transition constitutionnelle en Grèce et en Espagne*, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et science politique », t. 16, LGDJ, Paris, 1993.

<sup>2</sup> Cf. L. HUYSE et S. DHONDT, *La répression des collaborations, 1942-1952, Un passé toujours présent*, 1993, p. 28 ; L. HUYSE, « La reintegrazione dei collaborazionisti in Belgio, Francia e nei Paesi Bassi », *Passato e presente*, 16 (44), 1998, p. 113-126 ; P. MAJOR, *The Depth of the KPD. Communism and Anti-Communism in West Germany, 1945-1956*, 1997, p. 242-243.

<sup>3</sup> Sur les limites de la dénazification de l'Allemagne, voir H. FLEISCHER, « Makronissos 1950 : un modèle pour l'Allemagne de la guerre froide ? Interrogations américaines et recettes de "Rééducation" démocratique », in *Paysage et mémoire historiques. L'exemple de Makronissos* [en grec], 2000, p. 199-224.

<sup>4</sup> Cf. C. PAVONE, « The General Problem of the Continuity of the State and the Legacy of Fascism », in J. DUNNAGE (éd.), *After the War. Violence, Justice, Continuity and Renewal in Italian Society*, 1999, p. 18.

<sup>5</sup> Voir D. CLOSE, « La restructuration de l'État de la droite », in D. CLOSE (éd.), *The Greek Civil War, 1943-1950. Studies of polarization*, traduction grecque 1996, p. 197-237 ; V. LAZOU, « La formation et l'action de la garde nationale. Le cas de Lamia », *Kleio*, n° 3, 2006, p. 63-95 ; D. KOUSOURIS, « Une épuration ordinaire. Les procès des collaborateurs en Grèce (1944-1949) comme composante de la reconstruction judiciaire en Europe », *L'Atelier du Centre de recherches historiques, revue électronique du CRH*, 2009 ; D. KOUSOURIS, « Les poursuites judiciaires contre les collaborateurs de l'Occupation (1944-1949) », in Ch. CHASZIOSIF (éd.), *Histoire de la Grèce du xx<sup>e</sup> siècle : reconstruction – guerre civile – restauration* [en grec], vol. D1, 2009, p. 105-131 ; Ch. NOUTSOS, *La voie du chameau et l'école. La politique de l'éducation en Grèce, 1944-1946* [en grec], 2003, p. 82 ; S. DORDANAS, *Grecs contre Grecs. L'univers des bataillons de sûreté dans Salonique occupée, 1941-1944* [en grec], 2006 ; S. DORDANAS, *L'uniforme allemand à la naphthaline : survivances de la collaboration en Macédoine, 1945-1974* [en grec], 2011.

communisme permet de les garder dans tous les rouages de l'État. En outre, en Grèce la coexistence d'un régime parlementaire avec la proclamation de l'état d'urgence plonge le pays dans un dualisme qui explique en grande partie la gestation des forces qui imposent et soutiennent deux décennies plus tard la dictature des colonels. Si le contexte change, les structures paraétatiques restent et donnent à la question de la continuité et de la discontinuité une pertinence toute particulière.

Dans le contexte de la guerre civile, les discours des forces gouvernementales et du Parti Communiste, tels qu'ils se manifestent dans les différentes publications, déclarations politiques et expressions artistiques, se disputent l'adhésion de larges parts de la population civile. Ils empruntent à un fond culturel commun, celui du roman national et religieux que l'école<sup>6</sup>, l'Église<sup>7</sup>, les discours politiques avaient contribué à créer bien avant les événements des années 40, et le transforment à leur guise. Les deux discours se différencient alors dans leur lecture de ces références communes et dans l'appréhension des nouveaux changements sociétaux, dans la mesure où ce sont deux conceptions antagonistes du développement économique et social qui s'opposent. Une comparaison des discours politiques dominants permet de voir les similitudes mais aussi les différences des deux rhétoriques, au-delà de tout effet de symétrie.

### **3. UN SOCLE REPRESENTATIONNEL COMMUN**

L'étude contrastive des représentations de soi et de l'autre, l'analyse comparée des narrations du conflit et des formulations langagières utilisées à travers des références culturelles et des manières de raisonner communes aux deux bords, peuvent donner lieu à une impression de symétrie, *a fortiori* si cette analyse se limite à la synchronie du discours énoncé.

Le déni de la guerre civile dans sa dimension interne au pays et renvoyant au fantasme d'une confrontation « fratricide », le refus de reconnaître chez son ennemi le statut d'adversaire politique avec une identité idéologique, la perception exclusive de l'idée de la Nation et du Peuple se retrouvent dans les deux expressions politiques. Les deux bords se représentent l'adversaire comme un ennemi intérieur ou un traître, un fléau ou une maladie contagieuse à supprimer, même si cette représentation de l'adversaire relève davantage des discours nationalistes<sup>8</sup>.

Les deux discours de propagande proposent de se dresser en rempart contre les attaques de l'ennemi, de se rassembler en « frères dignes » pour « sauver la mère-patrie », de se préparer à vivre en

<sup>6</sup> Sur le rôle ultérieur de l'école, voir M. BODILA, « Lecture et idéologie des textes du programme scolaire en grec moderne pendant les années 50 » [en grec] in *L'éducation grecque du xviii<sup>e</sup> au xx<sup>e</sup> siècles*, Actes du colloque scientifique, Florina, 2005.

<sup>7</sup> L'Église grecque n'a pas d'attitude ouvertement anticommuniste pendant la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins après les purges de la guerre civile, l'adhésion au communisme est communément présentée comme un péché dont il faut se repentir. Voir M. SIGANOÛ, « Composantes idéologiques du discours religieux pendant la guerre civile : le cas de Zoi » [en grec], *Ta Istorika*, n° 48, juin 2008, p. 114

<sup>8</sup> Cf. S. BOURNAZOS, « Le discours rééducatif des vainqueurs à Makronissos : l'intégration de la guerre civile dans l'histoire trois fois millénaire de la nation, le "virus contaminant" du communisme et le rôle de la rééducation » [en grec], *Dokimes* 6 « Le drame de la guerre civile », 1997, p. 109. Voir également D. PAPANIMITRIOÛ, *Du peuple des citoyens loyaux à la nation des nationalistes : la pensée conservatrice en Grèce, 1922-1967* [en grec], 2006, p. 146-147, 177-178 et 208.

« hommes d'honneur » ou à « mourir en héros »<sup>9</sup>. Enfin, les deux campagnes de communication, en s'adressant à leur public puisent dans des valeurs communément partagées dans la société grecque des années 40 (sens de l'honneur et du sacrifice, bravoure, insoumission), adoptent et transforment l'héritage culturel de la tradition (chants démotiques, narrations religieuses, références aux klephtes<sup>10</sup>) et réactualisent une partie de l'histoire du pays pour en faire un récit épique et mystifié qui intègre le combat présent dans une continuité fantasmée avec le passé.

Les chants des résistants<sup>11</sup> et les copies conformes que les royalistes en font, sont représentatifs d'une perception mythologisée du conflit où se dégage une vision de la « mère patrie souillée » dont il faut venger l'honneur, assurant ainsi la pérennité du modèle du pallikare<sup>12</sup>, digne fils d'une lignée héroïque et hors-la-loi, s'il le faut<sup>13</sup>. Cette tradition d'insoumission et de rébellion<sup>14</sup> correspond à l'univers socioculturel de la dissidence, à ce que Michel Foucault appelait « la continuité des illégalismes populaires ». Les bandits sociaux grecs du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup> sont les descendants imaginaires des prestigieux klephtes du XVIII<sup>e</sup>, perçus comme les principaux artisans de l'indépendance du pays.

La rhétorique des uns est souvent reprise et amplifiée dans le discours des autres, ce qui indique l'existence d'un axe de consensus autour duquel la dite symétrie se déploie. Cet axe comporte des idéaux communément partagés ou des normes de comportement socialement acceptées, qui constituent autant de thèmes privilégiés pour l'ancrage de la propagande des deux bords. Citons, entre autres, le sentiment d'attachement à la patrie, le sens de la dignité et de l'amour propre, un rapport exclusif, univoque et rétroactif à la notion d'identité. Vainqueurs et vaincus construisent leur argumentation autour du nationalisme ou du patriotisme en opposant la loyauté à la trahison, qui elle-

<sup>9</sup> Les chants populaires de la période illustrent ces impératifs moraux. Cf. J. DALEGRE, *Andartika. Chants de la Résistance grecque*, 2008. Le conflit est souvent intégré dans le registre lexical de la parenté. Cf. M. KENNA, « The idiom of family », in J. G. PERISTANY (éd.), *Mediterranean Family Structures*, 1976.

<sup>10</sup> Pour une des premières illustrations du mythe du klephte, cf. Ch.-C. FAURIEL, *Chants populaires de la Grèce Moderne*, Paris, 1824.

<sup>11</sup> Cf. R. VAN BOESCHOTEN, *From armatolik to the people's rule. Investigation into the collective memory of rural Greece. 1750 – 1949*, 1991 et E. KAPSOMENOS, *Chanson démotique, une autre approche* [en grec], 1990, p. 268-288. Cf. « Chants de la Résistance et de la guerre civile, EAM-ELAS-EDES, organisations nationalistes », *Ellinika Themata*, n° 15, 1975.

<sup>12</sup> Cf. D. TZAKIS, « Tradition des armatoles et liens de parenté », *Dokimes*, 2 (1994), p. 33.

<sup>13</sup> Cf. H.R. KEDWARD, « The maquis and the Culture of the Outlaw » in H. R. KEDWARD ET R. AUSTIN (éd.), *Vichy France and the Resistance: Culture and Ideology*, 1985, p. 232-251.

<sup>14</sup> Cf. S. DAMIANAKOS, *La Grèce dissidente moderne. Cultures rebelles*, 2003. Pour une illustration en langue française du mythe du klephte, cf. Ch.-C. FAURIEL, *Chants populaires de la Grèce Moderne*, Paris, 1824. Cf. S. DAMIANAKOS, « Banditisme social et civilisation agrico-pastorale en Grèce », in *Tradition de rébellion et culture populaire* [en grec], 1987, p. 71-108 et E. HOBBSAWM, *Primitive Rebels. Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*, 1965. Cf. V. DALKAVOUKIS, « Tradition de révolte et modernité dans le milieu rural. L'exemple de la Résistance de l'EAM à Zagori » (p. 131-142) et V. TZOUKAS, « Le banditisme social et la tradition d'insoumission. Bandits et rebelles dans les années 40-50 » (p. 143-156) in Ch. DERMETZOPOULOS / V. NITSIKOS (éd.), *Aspects de la culture populaire. À la mémoire de S. DAMIANAKOS* [en grec], 2007 ; A. ANTONIOU, « Brigandage armé et brigandage traditionnel », in K. KOUTSOUKIS / G. SAKKAS (éd.), *Aspects de la guerre civile* [en grec], 2000, p. 197-204 ; R. VAN BOESCHOTEN, « Géopolitique de la Résistance grecque : le cas du Pinde », *Dokimes* 6, 1997, p. 7-17.

<sup>15</sup> Voir I. KOLIOPOULOS, *Brigands. La Grèce centrale au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle* [en grec], 1979.

même renvoie à la notion de l'étranger<sup>16</sup>. Les deux rhétoriques considèrent comme une déchéance toute concession personnelle, dénoncée comme asservissement, et poussent les acteurs à adopter une attitude d'intransigeance. Les deux discours revendiquent l'affiliation à un passé glorieux dont ils affirment avoir le monopole, chacun choisissant ses « moments clefs » de l'histoire : l'Antiquité classique, les guerres byzantines contre les Slaves et les guerres balkaniques pour les nationalistes, la guerre d'indépendance de 1821, la lutte contre la dictature de Metaxas et la Résistance pour les communistes.

L'étude des chants des nationalistes et des partisans de gauche, de leur activité éditoriale (brochures de propagande, Presse, communiqués officiels), des représentations des manuels scolaires<sup>17</sup> dans le bloc de l'Est et en Grèce, depuis la fin des années 40 jusqu'au milieu des années 60, établit bien cette analogie verbale et en même temps rappelle l'impossibilité viscérale pour toute propagande de s'affranchir à un moment donné entièrement du discours de l'adversaire ou de se construire dès le début indépendamment de lui.

Cet effet de symétrie ne se limite pas à certaines valeurs sociales qui sous-tendent les prises de position mais se manifeste aussi dans la nature des accusations qui sont renvoyées de part et d'autre. Dans ce conflit, privé de nom et non identifié en tant que tel, les groupes des paramilitaires ou des partisans sont qualifiés durant toute la période de « bandes de brigands » dans le discours de leurs adversaires, les opposants politiques sont traités d'ennemis « de la Nation » ou « du Peuple » soutenus par les puissances étrangères, chacun prétend vouloir la liberté de la Grèce, menacée d'une « nouvelle occupation », « slave » ou « anglo-américaine ». Les signifiants de « guerre civile » font l'objet d'un déni<sup>18</sup>, le conflit étant réduit à « de la lutte contre le banditisme » du côté nationaliste et à de « la lutte contre les collabos » du côté communiste.

L'accusation de projeter d'accéder au pouvoir par la force, de transformer les enfants des adversaires en « janissaires » (en les transportant dans des structures d'accueil dans les pays de l'Est où trouvent refuge les communistes grecs<sup>19</sup> ou dans les orphelinats de la reine Frederica en Grèce<sup>20</sup>) ou

<sup>16</sup> A propos de la perception de l'adversaire intérieur comme ennemi extérieur, voir S. DORDANAS, *Grecs contre Grecs. L'univers des bataillons de sûreté dans Salonique occupée, 1941-1944* [en grec], 2006, p. 35-47.

<sup>17</sup> Sur les manuels scolaires en Grèce et dans les pays de l'Est, voir M. BODILA, « L'évolution de la narration de la guerre civile grecque dans les livres scolaires : culture ou manipulation de la mémoire collective ? » [en grec] in *Mémoires et oubli de la guerre civile grecque*, [en grec], (sous la direction de) R. VAN BOESCHOTEN, T. VERVENIOTI, E. VOUTYRA, V. DALKAVOUKIS ET K. BADA, 2008, p. 336 et M. BODILA, « *Longue vie à toi, ô Grand Staline* » : l'éducation des enfants des réfugiés politiques grecs dans les pays de l'est (1950-1960) [en grec], 2004.

<sup>18</sup> Voir N. SIDERIS, « Psychologie politique et culture pendant la guerre civile » [en grec] in *Le drame de la guerre civile, Dokimes* 6, 1997, p. 67-68. Nikos Sidéris dans cet article spécifie que l'intériorisation psychologique de l'expérience de la persécution va de pair avec une démétaphorisation du langage, à savoir un déni du sens figuré. La rhétorique sur la menace communiste emprunte les traits d'une vraie « novlangue » constituée d'affirmations qui s'auto-excluent. Cf. George ORWELL, 1984, éd. Gallimard, 1950.

<sup>19</sup> Voir A. MATTHAIIOU, P. POLEMI, *L'aventure éditoriale des communistes grecs, du maquis à l'exil dans le bloc de l'Est, 1947-1968* [en grec], 2003.

<sup>20</sup> Pendant la guerre civile, la question des réfugiés s'est construite autour de quelques 25 000 enfants envoyés dans le bloc de l'Est depuis les régions contrôlées par l'Armée Démocratique, « enlevés ». Voir le chapitre « La guerre des enfants » dans G. MARGARITIS, *Histoire de la guerre civile grecque 1946-1949* [en grec], vol. B, 1946-1949 [en grec], vol. B, 2001, p. 605-614. Sur le sort de ces enfants, voir également les témoignages de survivants que nous avons filmés et traités dans notre thèse sur la *Mémoire de la guerre civile grecque*, en cours de

d'être responsable du déplacement forcé<sup>21</sup> des populations des zones rurales (évacuées de force par l'Armée gouvernementale pour ne pas apporter de soutien logistique à l'Armée Démocratique, ou au contraire parties pour fuir les rebelles) se retrouve également dans les deux discours. Les arguments des uns se construisent en miroir face aux accusations des autres et s'alignent sur leur raisonnement, dans les conditions de polarisation que représente la guerre civile.

Mais chaque version est portée par une histoire qui lui est propre. Les effets de symétrie repérés, si justes soient-ils sur un plan stylistique, comme l'attestent les nombreuses métaphores communes aux deux discours, ne doivent pas occulter les différences profondes du mode de fonctionnement de chaque système de référence, tel qu'il s'actualise dans la pratique et l'idéologie politiques des vainqueurs et des vaincus, ni faire oublier les profondes différences qui séparent les parcours des acteurs des deux camps, mais aussi les choix politiques du PCG d'un côté et des gouvernements de l'après-guerre de l'autre, et enfin, le rapport au passé des deux bords face à l'expérience de la défaite pour les uns ou de la victoire pour les autres.

#### **4. AU-DELA DE L'EFFET DE SYMETRIE**

Au-delà d'un certain nombre de ressemblances en synchronie, les deux pratiques discursives sont héritières d'une histoire différente qui recouvre des réalités matérielles bien distinctes en diachronie et qui détermine donc des représentations mémorielles clairement différenciées. Quelles sont les représentations propres à chaque camp ? Et en quoi leur histoire vient témoigner de leurs profondes différences dans la construction d'une identité individuelle et collective en relation avec la mémoire du conflit ?

Pour la rhétorique de la droite, au pouvoir tout au long de la période étudiée à l'exception de 1950-1952 et de 1964, la guerre civile serait encore un combat mené par la Grèce, victorieuse mais plusieurs fois menacée dans son histoire trimillénaire, le troisième tour<sup>22</sup> d'une guerre déjà entamée sous l'Occupation lors des affrontements entre l'ELAS, bras militaire du Front de Libération Nationale et l'EDES, formation de résistance nationaliste, sous les ordres de Zervas, et poursuivie au lendemain de la Libération lors des événements de décembre 1944, qui opposèrent des résistants communistes aux forces britanniques d'occupation. Dans la narration nationaliste, des « bandits » voudraient prendre le pouvoir de force et n'auraient résisté que dans ce but ; ils seraient aidés par les pays limitrophes du nord de la Grèce, prêts à conquérir la Grèce ; la guerre contre le communisme serait une lutte pour la

---

publication aux Classiques Garnier, et notamment les entretiens avec Goce Kanzurov et Stoja Vulcanovic.

<sup>21</sup> Pendant la guerre civile d'importants mouvements de population ont lieu et à la fin de la guerre 150 000 personnes quittent le pays. Cf. A. LAIOU, « Population Movements in the Greek countryside during the Civil War », in L. BAERENTZEN, J. IATRIDES, O. SMITH (éd.), *Studies in the History of the Greek Civil War, 1945-1949*, 1987, p. 55-60.

<sup>22</sup> La théorie des trois tours se trouve à la fois dans l'historiographie traditionnelle de droite et dans une certaine historiographie du PCG. Voir G. FARAKOS, « Libération par conflit armé. L'attitude et les positions du PCG », in G. FARAKOS (éd.), *Décembre '44. Recherche moderne et approches* [en grec], 1996, p. 85 et G. FARAKOS, *L'ELAS au pouvoir* [en grec], 2000. Voir également N. MARANTZIDIS, S. KALYVAS, « La guerre civile », in Th. VEREMIS / M. KATSIGERAS (éd.), *Nous les Grecs. Histoire des guerres de la Grèce contemporaine* [en grec], vol. 3, 2008, p. 39-40, ainsi que V. KONTIS, « Le glissement vers la guerre civile, 1944-1946 » in *Histoire de la nation grecque* [en grec], vol. 16, Ekdotikè Athenôn, 2000, p. 96-119. Pour une critique de ces schémas, voir I. PAPATHANASSIOU, « Histoires engagées et historiographie : conditions pour la discussion sur les années 40 », publié dans le journal *Avgi*, du 09.05.2004.

démocratie et l'appartenance au « monde libre », contre l'ennemi slave, figure du « barbare inférieur » et « sempiternel ennemi » de la patrie, un combat mené pour la grandeur de la « race-nation » et pour « l'orthodoxie ».

Les références à la nation grecque, le concept d'hellénisme<sup>23</sup> et l'évocation de l'histoire antique servent d'outils idéologiques à une politique de prosélytisme, d'assimilation, d'identification massive à une certaine communauté imaginée, pour employer le terme de Benedikt Anderson<sup>24</sup>, selon une *check-list*<sup>25</sup> élargie, s'appuyant essentiellement sur l'anticommunisme.

Dans la propagande des vainqueurs pendant et après la guerre civile, la présence des collaborateurs notoires aux rangs des nationalistes est expliquée rétroactivement par l'évocation de leur anticommunisme anticipatoire<sup>26</sup>, en faisant abstraction du rôle des Bataillons de Sécurité<sup>27</sup> forces collaborationnistes ayant prêté serment d'allégeance au Führer, et surestime l'action des saboteurs du Moyen Orient, qui ont agi en collaboration avec les Britanniques, ou des organisations nationalistes grecques, qui ont souvent fini par collaborer avec l'occupant nazi par anticommunisme, tandis que ce même discours nationaliste passe sous silence ou dénigre l'activité de résistance du Front de Libération Nationale<sup>28</sup>.

La Grèce est représentée pendant toute la période allant de la guerre civile à la dictature comme un pays parfaitement homogène : les minorités ethniques des nouveaux territoires de la Grèce, héritières balkaniques d'un empire ottoman multiethnique et multiconfessionnel, et à une certaine mesure les réfugiés arrivés en Grèce après les échanges de population stipulés par les accords de Lausanne, n'y existent que sous forme de populations qui s'assimilent grandement à la civilisation hellénique ou qui lui sont étrangères et donc dangereuses pour la nation.

Dans le discours des vainqueurs, tout comme dans la propagande britannique, la monarchie<sup>29</sup> serait l'unique rempart contre le communisme, présenté non pas comme un système politique à critiquer mais comme un « monstre diabolique », un « virus » ou une « gangrène » nécessitant une

<sup>23</sup> Voir N. SIGALAS, « Hellénistes, hellénisme et idéologie nationale : de la formation du concept d'hellénisme en grec moderne » in CH. AVLAMI (éd.), *L'Antiquité grecque au XIX<sup>e</sup> siècle : un exemplum contesté ?*, 2000.

<sup>24</sup> Voir B. ANDERSON, *Imagined communities, reflections on the origin and spread of nationalism*, 1983.

<sup>25</sup> Ce terme renvoie à ce qu'Anne-Marie THIESSEN désigne sous le nom de la *check-list* identitaire. Voir A.-M. THIESSEN, « Les identités nationales, un paradigme transnational », in A. DIECKHOFF, CH. JAFFRELOT (éd.), *Repenser le nationalisme*, 2006, p. 196-197.

<sup>26</sup> Cf. P. VOGLIS, *La société grecque sous l'occupation*, [en grec], 2010, p. 129. Voir aussi H. FLEISCHER, « Éléments nouveaux sur le rapport entre les forces d'occupation allemandes et les bataillons de sécurité », *Mnemon* 8, 1980-1982, p. 189-203.

<sup>27</sup> Voir T. KOSTOPOULOS, *La mémoire autocensurée, les bataillons de sûreté et la loyauté nationale d'après-guerre* [en grec], 2005.

<sup>28</sup> Cf. les propos de Georgios Papandréou le 20/06/1950 : « il y a les Grecs et il y a les traîtres de la Grèce. Et les traîtres de la Grèce sont le PCG et ses compagnons de route. » (I. NIKOLAKOPOULOS, *La démocratie chétive, partis et élections* [en grec], 2001, p. 102.)

<sup>29</sup> Le ralliement des dirigeants des Libéraux à la restauration de la monarchie dans le contexte de la coalition anticommuniste est en contraste avec le positionnement des électeurs centristes, traditionnellement pro-républicains, et entraîne une perte de leurs repères idéologiques et une baisse de leurs effectifs. Il aboutit aussi à la disparition du binôme « royalistes - antiroyalistes » de l'entre-deux-guerres au profit de l'opposition entre communistes et nationalistes.

amputation. L'adversaire politique est alors assimilé à un « danger national », il faudrait l'exterminer ou s'assurer de son repentir durable. Les moyens d'obtention de ce « repentir » ne sont pas spécifiés, mais la rédemption chrétienne à laquelle le discours se réfère comporte la mortification. Les déclarations de repentir, les lettres de dénonciation du communisme et la participation des repentis à la rééducation de leurs anciens camarades viennent témoigner de ce « changement idéologique » décrit encore en termes médicaux, *ananêpsis* signifiant réanimation.

La guerre civile est utilisée dans la dénonciation d'une nouvelle menace communiste, matérialisée par les résultats des élections de 1956 où la coalition de gauche obtint de bons résultats. Dans les manuels scolaires en Grèce, toute évocation de la guerre civile se réduit également à une mention de la menace communiste et le conflit en tant que tel n'est jamais directement abordé. L'idéologie des vainqueurs est en revanche véhiculée à l'occasion des fêtes nationales et de certaines dates commémoratives, par le biais de l'enseignement de l'histoire antique ou encore des cours de catéchisme<sup>30</sup>.

Les discours de la droite nationaliste et du centre, dominé par les Libéraux en 1950 et 1951, insistent sur la dangerosité de la menace communiste. Or, progressivement les discours de la droite et du centre se différencient et des rapprochements s'effectuent entre l'EDA, parti de la gauche légale, et l'aile gauche du centre, notamment en 1952, sous l'influence de la composante gauche du parti du centre-gauche EPEK. L'échec électoral en 1952 de la coalition des Libéraux de Venizélos et de l'EPEK de Plastiras met provisoirement un terme à ces tentatives de dépassement des divisions du conflit. L'alliance électorale de 1956, date de la création de l'Union Démocratique qui regroupe la gauche et le centre est rompue aux élections de 1958 où le centre renoue avec sa rhétorique anticommuniste et la politique des distances égales. La gauche est à nouveau inculpée pour ses positions sur la question macédonienne<sup>31</sup> pendant la guerre civile et présentée comme la principale coupable du déclenchement de la guerre et de la violence du conflit.

Dans les années 50, les coalitions de la gauche et du centre sont de courte durée mais restent prometteuses en ce qu'elles annoncent les grands mouvements de jeunesse des années 60 où les deux formations se dressent contre la droite au pouvoir. En 1961<sup>32</sup>, la droite reproche à l'Union du Centre de faire le jeu des communistes et insiste sur toutes les périodes de convergence du centre et de la gauche (front de 1936, Occupation et Résistance, décembre 1944, élections de 1956) pour montrer la dangerosité des deux formations politiques, évoquer le risque de légalisation du PCG et donc la possibilité d'une nouvelle guerre civile. Après l'assassinat du député Grigoris Lambrakis à Salonique, les forces de la gauche et du centre se retrouvent sur une exigence de restauration des libertés démocratiques, d'abolition de la para-constitution et de refus de l'état de guerre permanent.

Dans les discours des vaincus de la guerre civile, le peuple apparaît comme une « force unie », composée « de paysans et d'ouvriers », comme le répètent les chants populaires, qui luttent à la fois

<sup>30</sup> Cf. M. BODILA, « Lecture et idéologie des textes du programme scolaire en grec moderne pendant les années 50 » [en grec] in *L'éducation grecque du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles*, Actes du colloque scientifique, Florina, 2005.

<sup>31</sup> Voir T. KOSTOPOULOS, « La question macédonienne dans les années 40 », in *Histoire de la Grèce du XX<sup>e</sup> siècle, Reconstruction, guerre civile, restauration, 1945-1952* [en grec], Athènes, 2009, p. 363-411 et

<sup>32</sup> Sur l'utilisation de la question macédonienne dans le discours sur la menace slave, cf. Ch. ALEXOPOULOS, « La question macédonienne pendant la guerre civile grecque », *Cahiers balkaniques*, « Conflits et mémoires dans les Balkans » (sous la direction de) J. DALEGRE, no 38 & 39, 2010, p. 233-262.

pour « la libération sociale et nationale » du pays, conscients de leurs droits et qui sont prêts à se sacrifier pour la victoire du mouvement. Le PCG estime avoir un « rôle historique » à jouer, celui de « mener la lutte des classes ».

Pendant toute la période de la Résistance, le Front de Libération Nationale, privilégie une politique de front uni, réussit à s'implanter sur l'ensemble du territoire et à assimiler ou dissoudre toutes les organisations concurrentes. Pendant la Résistance, les aspects idéologiques de sa lutte sont mis en sourdine mais l'expérience de l'EAM constitue un avant-goût de la *laocratie*<sup>33</sup> ou « pouvoir du peuple », reprise dans les pratiques de l'Armée Démocratique, mais où des dérives<sup>34</sup> d'exercice autocratique du pouvoir font leur apparition.

L'expérience de la Résistance est ainsi liée à une prise de conscience sociale des acteurs qui se manifeste dans leur action à différents niveaux : dans le processus de production, de distribution et d'utilisation des biens et des services, dans la gestion des ressources économiques, dans les pratiques de contestation de masse (manifestations, grèves, désobéissance civile), dans la mise en place de structures d'autogestion, administration locale et organisation centralisée. L'organisation d'activités culturelles (chants, danses, théâtre), de cours et de festivités, tant par l'EPON que par l'EAM, la valorisation du potentiel créatif et de la culture populaire de groupes, de classes d'âge ou de sexe sous-représentés ou discriminés, l'accès à des pratiques égalitaires et démocratiques, tranchent avec la situation de l'avant-guerre et aboutissent à l'institution de communautés de vie d'une identité collective forte, notamment pour les membres des différentes minorités, les réfugiés et leurs descendants, les classes sociales les moins favorisées, mais aussi, par effet de constellation, toute une partie des classes moyennes les plus radicalisées, qui s'inscrivent dans une nouvelle dynamique de structuration.

Dans une société en transformation, ce processus de formation et d'effacement d'alliances, forme une nouvelle conscience de « classe », à entendre comme une construction théorique, plus qu'une réalité sociale, ou pour paraphraser Bourdieu, comme « un mythe bienfondé ».

Dans la propagande communiste, toutes les organisations nationalistes sont présentées comme collaborationnistes, tandis que les trotskistes et les archeiomarxistes sont aussi assimilés à des ennemis du peuple<sup>35</sup>, le discours de l'EAM niant souvent à l'ensemble de ses opposants toute dimension

<sup>33</sup> La résistance de l'EAM s'inscrit dans la continuité des luttes sociales de l'entre-deux-guerres, s'appuie sur l'absence de représentation de la classe politique traditionnelle sous l'Occupation et porte un projet sociétal novateur, la *laocratie*, une expérience qui permet pour la première fois à d'importantes parties de la population de jouir d'une réelle reconnaissance civique. Voir G. BEÏKOS, *Le pouvoir populaire dans la Grèce libre* [en grec], 1979, réédition 2005, deux volumes ; Th. TSOUPAROPOULOS, *Les institutions laocratiques de la Résistance. Une approche historique et juridique* [en grec], 1989, ainsi que le travail de D. ZEPOS, *Justice populaire dans les régions libres de la Grèce occupée* (écrit en 1945) [en grec], éd. MIET, 1985.

<sup>34</sup> L'habitus de l'EAM, porteur de *laocratie*, très présent dans l'expérience de la Résistance, est concurrencé par un nouvel habitus jacobin, davantage lié aux pratiques de la guerre civile. Sur les dérives autocratiques de l'Armée Démocratique, G. GAGOULIAS, *Le côté invisible de la guerre civile : les événements tragiques de la 7<sup>e</sup> division de l'Armée démocratique* [en grec], 2002.

<sup>35</sup> Sur les trotskistes et archeiomarxistes assassinés par le PCG, voir le mémoire d'A. HEN, *Les Trotskyistes grecs et le Parti communiste de Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale* (Mémoire de maîtrise non publié, soutenu à l'INALCO, sous la direction de J. DALEGRE, en décembre 2006). Voir également M. EMMANOULIDIS, *Parcours hérétiques. Le trotskysme grec et la Seconde guerre mondiale* [en grec], 2002, Annexe 5, p. 162-166 ; D.

idéologique de leur positionnement.

Avant l'éclatement de la guerre civile, l'organisation de groupes d'autodéfense est présentée comme une tentative de résister à la violence des groupes paramilitaires, elle sert aussi de moyen de pression militaire et politique, afin de renégocier la place de la gauche, notamment après les accords de Varkiza<sup>36</sup>. Dans le discours du Parti, la guerre civile serait le résultat de la radicalisation de la violence de l'extrême-droite et de l'ingérence britannique qui « mènerait une guerre civile unilatérale ». Le retard accusé dans le déclenchement de la guerre qui finit par avoir lieu dans les conditions les moins favorables pour la gauche n'est pas interrogé pendant toute cette période.

Pendant la guerre civile, le discours du PCG sur la Résistance évolue, l'EAM/ELAS apparaît comme contaminé par « les idées petites-bourgeoises » des classes moyennes qui y adhèrent. La Résistance elle-même commence à être dévalorisée dans le discours du Parti qui oppose l'Armée Démocratique (AD) à l'ELAS pour dénoncer son mode de fonctionnement. La rhétorique communiste de la guerre civile et de la période qui lui succède évoque « les ennemis intérieurs », condamne les « signataires de déclaration de repentir » et attribue la responsabilité de la défaite à la présence de « traîtres » et au « manque d'esprit révolutionnaire ». Le modèle du « bon communiste », vigilant à l'égard de possibles ennemis et discipliné à l'égard du Parti, tel que Nikos Zachariadis<sup>37</sup> l'a conçu et propagé, tend à s'imposer au détriment du modèle concurrent du rebelle insoumis.

Tant dans le maquis que dans les prisons et les camps de déportation ou encore en exil dans les pays de l'Est, différents habitus coexistent. Le PCG tente d'y imposer un modèle uniformisateur et centralisé et se positionne en interprète ultime et unique de l'intérêt collectif. La confrontation des différents modes de fonctionnement se radicalise pendant la guerre civile dans les conditions de polarisation extrême que représente le déroulement de la guerre, notamment après la création du gouvernement provisoire de la Grèce Démocratique en 1947.

La propagande du Parti, tout comme celle du gouvernement, épargne les rouages de son organisation interne. Mais la propagande communiste dans sa recherche de « l'ennemi intérieur » se retourne souvent contre d'anciens membres du Parti, la nouvelle direction récusant les choix de la précédente. La rhétorique officielle du PCG subit de nombreuses modifications mais reste orientée vers la recherche de coupables, dissidents, « opportunistes » ou « fractionnistes », responsables des « erreurs » ou de la « trahison » commises. La destitution de Nikos Zachariadis en 1956 permet de remettre en cause ses choix stratégiques quant à la guerre civile et son mode de direction du Parti, mais n'apporte pas plus de démocratie interne. Le contrôle, la vigilance et la censure du Parti dans tous les domaines où il exerce son autorité, et notamment dans la vie des réfugiés et des prisonniers politiques, rappellent par certains aspects les pratiques du gouvernement grec de la même période. Cela est particulièrement vrai dans son implication dans la gestion des espaces de réclusion sous forme de Bureau Politique, dans l'activité littéraire par le biais du Comité Éditorial du Parti, dans la vie

---

KATSORIDAS, D. LIVIERATOS, K. PALOUKIS, *Le trotskysme grec. Une chronique 1923-1946* [en grec], 2003, p. 90-93 ; G. KARYTSAS, *Le massacre des archeiomarxistes de la région d'Agrinion par le stalinisme grec* [en grec], 2002.

<sup>36</sup> Les accords de Varkiza, le 12 février 1945, obligent l'EAM/ELAS à rendre unilatéralement les armes sous 15 jours, disperser les unités de combattants, renoncer à être représenté dans le gouvernement, mais le PCG est autorisé à poursuivre ses activités politiques et les combattants de l'EAM/ELAS bénéficient d'une amnistie, qui ne s'étend pas aux délits de droit commun, ce qui permet d'engager des procédures à leur rencontre.

<sup>37</sup> N. ZACHARIADIS, *Le communiste, combattant du peuple, membre du PCG* [en grec], 1946.

quotidienne des réfugiés, et enfin dans l'action de l'EDA, parti légal de la gauche grecque, où le PCG agit comme centre décisionnel extraterritorial.

La propagande de la gauche n'est pas identique à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le PCG tient un discours bien plus radical que l'EDA qui adopte une politique frontiste. Dès 1950 apparaissent deux modes antinomiques de la gestion du passé à gauche : d'un côté, se trouve la volonté de *Dimokratiki Parataxis*, coalition de gauche en Grèce, d'exalter la période de la Résistance, comme moment de lutte nationale, d'union populaire et de progrès social, tout en condamnant la période de la guerre civile comme un moment d'égarement, de division et de violence ; de l'autre, la rhétorique du PCG, qui dans un premier temps, préfère insister sur « le second maquis » et son idéal révolutionnaire au détriment de la période antérieure où la logique de front d'union nationale et d'alliance avec les Britanniques l'avait emporté. Le PCG, réfugié à l'étranger, construit sa rhétorique révolutionnaire, en fonction des impératifs du mouvement communiste international et de la politique soviétique. En 1950, il déclare que la ligne du Parti pendant l'Occupation avait été « erronée »<sup>38</sup> à la différence de celle de « la seconde lutte armée », l'action de l'ELAS est dévalorisée face à l'Armée Démocratique et la défaite de 1949 est présentée comme provisoire<sup>39</sup>.

La « multiple soumission aux impérialistes Anglais » et les accords du Liban, de Caserte et de Varkiza y sont fermement dénoncés, tandis que l'absence de soutien soviétique pendant la guerre civile n'est jamais mentionnée. Il est en revanche question de la « trahison titiste » jusqu'à ce que la déstalinisation, entamée en 1953, permette de revoir les relations avec la Yougoslavie. Le retrait des manuels scolaires anti-titistes des jeunes réfugiés grecs ou slavo-macédoniens vient signer le rapprochement politique entre l'URSS et la Yougoslavie. Les manuels scolaires créés par le PCG à l'attention des enfants des réfugiés se réfèrent par ailleurs beaucoup à la guerre civile, ils mettent en avant des figures héroïques et sacrificielles et cherchent à insuffler aux jeunes réfugiés le goût de l'effort, du travail collectif, du dépassement du « plan ». L'objectif affiché est le retour à une Grèce socialiste, dont les jeunes réfugiés seraient les nouveaux cadres. La guerre civile est présentée comme une lutte d'indépendance nationale et d'émancipation sociale, elle est intégrée dans la « lutte antifasciste » des peuples d'Europe et décrite à l'aide du modèle de la grande guerre patriotique russe.

Dans la propagande communiste, différentes versions quant aux responsabilités de la guerre civile sont véhiculées. La déstalinisation progressive du Parti change la donne et la rhétorique révolutionnaire, peu marquée pendant la Résistance, mais clairement assumée pendant et juste après la guerre civile, est abandonnée au profit d'un discours de réconciliation, orienté vers la lutte pour la démocratisation du pays et une amnistie sans concessions pour les prisonniers politiques.

La décision du PCG de faire mener par l'EDA une stratégie de front commun dans le but affiché de se battre pour « la démocratisation et l'autonomie du pays sur le plan international » rejoint les aspirations de larges couches sociales stigmatisées et discriminées par la politique étatique de l'après-guerre-civile en Grèce. Le silence sur le conflit s'inscrit du côté de l'EDA, dans une démarche d'oubli amnistiant dont le but premier est de se focaliser sur des mesures de démocratisation et de pacification. À l'échéance électorale de 1956, la gauche en Grèce évoque peu la guerre civile et ne le fait

<sup>38</sup> Voir A. GAVRIILIDIS, « La continuation de la guerre civile avec d'autres moyens », *Theseis*, 70, janvier-mars 2000 : « L'usage du mot "erreur" n'est pas du tout fortuit. Son utilité réside au fait qu'il est vague et équivoque. »

<sup>39</sup> Cf. les textes officiels du PCG, vol. Z (7), Athènes, 1995, p. 59-60 et N. ZACHARIADIS, « Le discours au 7<sup>e</sup> plénum » in G. KATSOULIS, *Histoire du mouvement communiste* [en grec], vol. 7, 1978.

que pour dénoncer la violence du conflit pour l'ensemble de ses victimes.

Le maître mot dans le discours de la gauche après 1956, c'est « Résistance », terme qui présente l'avantage de rassembler largement, bien au-delà de la Résistance communiste, d'évoquer un schéma facilement identifiable par les électeurs et renvoyant à un passé victorieux, et de rappeler la dette symbolique vis-à-vis de ceux qui se sont sacrifiés pour la libération du pays. Les années 40 constituent en effet un moment clef dans la construction identitaire de l'après-guerre-civile tant du côté des vainqueurs que du côté des vaincus, dans un processus où les acteurs sont loin d'être des consommateurs passifs de l'idéologie et de la propagande de l'un ou de l'autre bord politique.

La mémoire de la guerre civile, son intégration dans l'histoire du pays et dans l'idéologie et la pratique politique s'appuient sur un travail constant de réception et de réinterprétation du présent et du passé, dans un processus incluant en plus du narrateur et de l'objet de son récit, une situation énonciative actuelle qui rend à tout acte de remémoration sa double dimension de reconstruction du passé et de projection dans le présent ou le futur.

Ce processus mémoriel mobilise les réflexes interprétatifs de la collectivité et du sujet dans un double mouvement temporel. D'un côté, les représentations de la guerre civile grecque nous renseignent sur les événements déroulés, le contexte de leur réalisation et l'héritage dans le présent de tout ce qui avait été mobilisé dans le passé sur le plan individuel ou collectif. De l'autre, les représentations mémorielles nous éclairent sur les enjeux actuels que les références au passé servent à mettre en exergue. Les représentations du passé sont alors formées à l'image des attentes du présent. Dans les discours conservateurs des années 50 à 60, la construction de la menace communiste puise dans l'évocation de la guerre civile et vient investir l'actualité des représentations de l'ennemi intérieur déjà employées, là où dans le discours progressiste, la politique de front uni, les larges mobilisations sociales, les questions des droits des femmes ou des minorités s'inspirent de l'expérience de l'EAM.

Le sens attribué au conflit fait l'objet d'interprétations diverses et variées, la mémoire de la guerre civile se retrouve aussi bien dans les discours dominants des principales formations politiques que dans des mémoires parallèles plus ou moins (auto-) censurées. La fragmentation de la société civile conduit à l'émergence de multiples mémoires, reléguées à la sphère privée. Une certaine diversité mémorielle commence à apparaître sur la scène publique dans les années 60, puis elle est violemment interrompue par la dictature des colonels, tout au moins pour son expression et sa réception à l'intérieur du pays.

La dialectique entre oubli et réconciliation, d'un côté, et devoir de mémoire et réactualisation du conflit, de l'autre, traverse la société civile tout au long des années 50 et 60. L'injonction au silence qui domine la sphère publique dans les années 50, cède la place au cours des années 60 à une première élaboration mémorielle. Puis, à partir de la chute des colonels, les deux partis communistes résultant de la scission de 1968 sont légalisés, et, à partir de 1989, la guerre civile est reconnue en tant que telle. Cette reconnaissance officielle de la guerre civile tout comme la reconnaissance de la Résistance en 1982 par le gouvernement socialiste d'Andréas Papandréou permettent d'en finir avec un demi-siècle d'exclusions multiples des partisans de la gauche. Or, la guerre civile continue jusqu'à aujourd'hui à former les identifications politiques des acteurs, à servir de grille de lecture dans l'interprétation du présent, à hanter aussi l'imaginaire national entre fantasme fratricide et rêve de réconciliation.

## **5. CONCLUSION**

Travestie en guerre contre « le banditisme » dans la propagande gouvernementale et en guerre contre « les fascistes » dans le discours du PCG, la guerre civile a tardé à être reconnue en tant que telle. Les deux bords politiques, différenciés par leurs positions respectives à la fin de la guerre civile, entretiennent des représentations mémorielles du conflit forcément distinctes, façonnées pour les uns par l'expérience de la victoire et, pour les autres, par celle de la défaite. Mais ils s'opposent aussi par leur histoire antérieure, leur implication dans la résistance et la collaboration, les enjeux individuels et collectifs de la Libération qui revêtent un sens différent pour les deux camps. Aussi au-delà d'un socle représentationnel commun, construit dans la confrontation synchronique des discours mémoriels dominants, existe-t-il des différences de position et donc une asymétrie structurelle qui s'inscrit dans l'histoire des deux camps et qui en détermine l'expression mémorielle. Cette asymétrie est encore renforcée par la différence des systèmes de référence qui constituent le soubassement idéologique de chaque discours.

Enfin, la mémoire de la guerre civile n'est ni unitaire, ni immuable. Elle est plutôt la composante d'une série de représentations sur le conflit qui, au sein de chaque camp ne sont pas parfaitement homogènes et qui, de toute manière, évoluent au fil du temps pour accorder à la mémoire de la guerre civile un sens en relation chaque fois avec l'actualité politique. Parler du passé permet d'évoquer le présent et vice versa. La réception du conflit par la société civile reste étroitement liée aux enjeux du présent. La reconstruction mémorielle de la guerre civile se met au service de l'appréhension de la différence dans une société grecque redevenue multiconfessionnelle et pluriethnique.

La récente crise économique et politique, l'augmentation des flux migratoires depuis et vers le pays, l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et de forces qui s'y opposent réactualisent une série de questions sociales, présentes dans les années 40. Les luttes sociales dans un contexte international marqué par les impératifs économiques et géopolitiques du néolibéralisme, la place des minorités dans une société qui se défend de son multiculturalisme, la confrontation de projets sociétaux antinomiques se trouvent souvent liées aux enjeux du passé dans certains discours politiques en quête de légitimité ou d'affiliation idéologique. Les discours qui opposent les mouvements altermondialistes et anarchistes aux formations de l'extrême-droite et aux milices néo-nazies ne sauraient être compris sans une référence à l'esprit de la guerre civile, que les acteurs revendiquent dans une filiation imaginaire au passé et dans une tentative d'appropriation interprétative de l'histoire. Attribuer un sens à l'engagement idéologique actuel passe souvent par les références au passé.

De manière plus générale, les schémas narratifs de la guerre civile, modifiés à l'aune du présent s'intègrent dans une perception de l'histoire en tant que reproduction ou reconduction, en tant que retour aussi du refoulé, d'une partie oubliée et non résolue de son histoire. Et dans les représentations sociales de la mémoire toute comme dans l'atemporalité de l'inconscient, d'une certaine manière, aucune guerre ne se termine jamais.

*TU TE SOUVIENS, TU M'AS DIT ALORS : « LA GUERRE EST TERMINEE ! »*

*MAIS LA GUERRE N'EST PAS ENCORE TERMINEE.*

*CAR AUCUNE GUERRE NE SE TERMINA JAMAIS !40*

<sup>40</sup> M. ANAGNOSTAKIS, « La guerre », in *Les poésies 1941-1971* [en grec], éd. Pleias,<sup>12</sup> 1983, p. 35.